Nouvelle Revue d'histoire

LA THEORIE DU GENRE

1) Vous venez de publier, avec *Les démons du Bien*, une analyse au vitriol des dérives idéologiques de la société actuelle. Vous y évoquez notamment le genèse de l'« idéologie des droits de l'homme ». Quels ont été, selon vous, les principales étapes de sa formation ?

Les historiens des idées placent en général l'apparition de l'idéologie des droits de l'homme au XVIIIe siècle, dans le sillage de la pensée des Lumières. C'est une idéologie qui emprunte à plusieurs sources, dont la notion chrétienne de « dignité humaine », et s'inscrit dans la théorie du droit naturel moderne. En rupture totale avec le droit naturel des Anciens, qui définissait le droit comme un rapport d'équité entre les personnes, cette théorie fait du droit un attribut subjectif que l'homme tiendrait de sa propre nature, et qui le rendrait en quelque sorte propriétaire de lui-même. Dans la doctrine libérale, le mythe du marché autorégulateur et autorégulé n'est que la projection économique de cette idée d'un individu autosuffisant, mû par la seule considération de son intérêt, qui n'est qu'une fiction abstraite.

Les grands systèmes de croyances collectives du XXe siècle s'étant effondrés, l'idéologie des droits de l'homme tend à s'instaurer aujourd'hui en nouvelle religion civile à l'échelle planétaire. Sous-tendue par la conviction que la politique peut se ramener au juridique et à la morale – alors que les libertés politiques ne peuvent être défendues que politiquement –, c'est une théorie éminemment contradictoire (les différents « droits » s'excluent mutuellement), impuissante (le droit au travail ne donne évidemment pas un emploi) et surtout proliférante (chaque nouveau droit obtenu suscite la revendication d'un autre droit). Mais c'est surtout une théorie antidémocratique dans la mesure où, la Déclaration des droits de l'homme ayant aujourd'hui valeur constitutionnelle, une décision démocratique sera tenue pour nulle et non avenue si elle contredit le contenu de la théorie des droits.

2) Vous citez la *« dictature des bons sentiments »* dénoncée par Michel Maffesoli et l'« *empire du Bien* » dont parlait Philippe Muray. Le titre de votre livre est également parlant. Comment expliquer cette montée en puissance de la bien-pensance ?

C'est tout simplement qu'une morale en a remplacé une autre. Autrefois, on considérait que la société deviendrait meilleure si les personnes se comportaient bien. Aujourd'hui, on exige de moins en moins des individus, mais on affirme que la société doit être rendue plus « juste ». C'est ce qui explique le curieux mélange de permissivité et de bien-pensance qui caractérise le monde actuel. S'y ajoute une tendance à flatter la subjectivité sous toutes ses formes, en traitant tous les problèmes sous l'angle du compassionnel ou du lacrymal. De nos jours, il est mieux vu d'être une victime qu'un héros. Etre une victime peut même devenir éminemment rentable. Il en va de même quand on considère que tout désir doit être publiquement reconnu et peut devenir source de droit.

3) Vous parlez de *« terreur intellectuelle mise en oeuvre par une caste jalouse de ses privilèges »*. Comment identifiez-vous concrètement cette caste, cette nomenklatura politico-idéologique ?

Cette nomenklatura constitue la Nouvelle Classe des pays occidentaux. Elle associe des élites politiques, médiatiques et surtout financières, de droite et de gauche, toutes intéressées avant tout à ce que se perpétue ou se reproduise à l'infini un système qui garantit leurs prébendes, tandis que les classes populaires s'appauvrissent et que les classes moyennes sont menacées de déclassement.

4) Cette caste ne pourrait-elle supporter que la contestation-spectacle propre à de pseudo-rebelles jouant en quelque sorte les fous du roi ?

« Contestation-spectacle » n'est peut-être pas le meilleur terme à employer, dans la mesure où la Nouvelle Classe s'inscrit elle-même parfaitement dans ce que Guy Debord appelait la « société du spectacle ». Mais vous avez raison de dire que les élites dominantes n'admettent qu'une pseudo-rébellion, qui ne s'attaque qu'à des « tabous » qui n'en sont plus depuis longtemps. Le regretté Philippe Muray parlait des « mutins de Panurge » ! Les limitations diverses de la liberté d'expression, qui sont de plus en plus nombreuses, contribuent à la mise en place d'un climat général où les contestations radicales, les pensées vraiment critiques, apparaissent comme scandaleuses. Le simple fait de critiquer l'idéologie des droits de l'homme est déjà source d'ostracisme.

On assimile souvent la « pensée unique » au « politiquement correct », expression née aux Etats-Unis. Cette « correction politique » ne doit pas être sous-estimée. Elle vise à créer un cadre normatif s'imposant aux façons de penser grâce à la mise au point d'une sorte de langage obligé, dans lequel il n'est pas difficile de voir l'équivalent de la « Novlangue » dont parlait George Orwell dans *1984*. Le pouvoir sur les esprits commence par le contrôle des mots, et surtout des définitions de ces mots. Parallèlement, l'interprétation extensive de « mots-caoutchouc » comme « sexisme », « racisme », « discrimination », permet des procès d'intention qui se transforment parfois en procès tout court.

5) Vous montrez comment le féminisme, légitime en ses débuts, a évolué à partir des années 1960 vers un « néo-féminisme » porteur de nombreuses dérives. Comment cette mutation s'est-elle produite ? Qu'entendez-vous par féminisme identitaire et féminisme égalitaire ?

Deux grandes tendances se sont très vite exprimées à l'intérieur du mouvement féministe. La première, que j'appelle le féminisme identitaire et différentialiste, cherche avant tout à défendre, promouvoir ou revaloriser le féminin par rapport à des valeurs masculines imposées par des siècles de « patriarcat ». Non seulement le féminin n'est pas nié, mais c'est au contraire son égale valeur avec le masculin qui est proclamé. Cette tendance à elle aussi connu des excès : aux Etats-Unis notamment, elle s'est parfois transmué en haine du masculin à une époque où l'on proclamait volontiers que « les femmes ont autant besoin des hommes que les poissons d'une bicyclette ». Au moins ne remettait-elle pas en cause la distinction entre les sexes.

La seconde tendance, qu'on peut appeler égalitaire et universaliste, est totalement différente. Loin de chercher à revaloriser le féminin, elle considère que c'est au contraire la reconnaissance de la différence des sexes qui a permis au « patriarcat » de s'imposer. La différence étant ainsi tenue comme indissociable d'une domination, l'égalité est à l'inverse posée comme synonyme d'indifférenciation ou de mêmeté. On est dès lors dans une tout autre

perspective. Pour faire disparaître le « sexisme », il faut faire disparaître la distinction entre les sexes (tout comme, pour faire disparaître le racisme, il faudrait nier l'existence des races) – et surtout nier leur naturelle complémentarité. Dès lors, les femmes ne devraient plus concevoir leur identité sur le mode de l'appartenance (au sexe féminin), mais sur leurs droits en tant qu'individus « comme les autres ». Comme l'a dit l'ultra-féministe Monique Wittig, « il s'agit de détruire le sexe pour accéder au statut d'homme universel » !

6) Dans quelles conditions est apparue l'« idéologie du genre » que la caste dirigeante entend imposer aujourd'hui ? Et d'abord, en quoi consiste-t-elle exactement ?

La théorie du genre dérive du féminisme égalitaire. C'est une théorie qui est apparue dès les années 1960-1970, mais qui n'est véritablement entrée dans le discours public qu'autour de l'an 2000. Son idée essentielle est que le sexe, au sens anatomique, biologique ou physiologique du terme, ne compte pour rien dans l'identité sexuelle. Ce qui peut évidemment surprendre ! Les théoriciens du genre veulent dire par là que l'identité sexuelle, résumée par le mot « genre » (*gender*), est le résultat d'une « construction sociale qui n'est absolument pas conditionnée par l'appartenance sexuée. Les comportements différenciés que l'on observe dès l'enfance chez les garçons et les filles, puis chez les hommes et les femmes adultes, s'expliqueraient uniquement par l'intériorisation de « stéréotypes » ne renvoyant à aucune réalité objective. Pour établir l'« égalité de genre », il faudrait donc « déconstruire » ces stéréotypes dès le plus jeune âge, afin, comme l'a déclaré le député PS des Hauts-de-Seine Julie Sommaruga, « de substituer à des catégories comme le sexe ou les différences sexuelles, qui renvoient à la biologie, le concept de genre qui, au contraire, montre que les différences entre les hommes et les femmes ne sont pas fondées sur la nature, mais sont historiquement construites et socialement reproduites ».

Ce qui est grave, c'est que cette théorie proprement délirante tend à devenir aujourd'hui doctrine officielle, puisque des directives émanant du ministère de l'Education nationale ont déjà été mises au point, qui font de l'« éducation à l'égalité de genre » – et non plus simplement de la lutte contre les discriminations sexuelles – une mission de l'école élémentaire dès l'âge de six ans, la lutte contre les « stéréotypes de genre » impliquant aussi de remettre en cause ce que l'ancienne porte-parole de l'association Osez le féminisme !, Caroline de Haas, aujourd'hui membre du cabinet de Najat Vallaud Belkacem, appelait récemment la « soi-disant complémentarité des sexes ».

Que l'identité sexuelle comporte une part de « construction sociale » n'est en soi pas niable, mais ce qui est contestable, c'est de croire que cette construction sociale s'élabore à partir de rien, sans prise en compte de ce fait élémentaire que constitue au départ la division de l'humanité en deux sexes distincts.

La théorie du genre repose en fait sur plusieurs erreurs fondamentales. La première est de croire que le sexe biologique n'a aucun rapport avec l'identité sexuelle et que le genre se construit sans autre relation avec lui que les « conventions » entretenues par l'éducation, la culture ou le milieu social. La seconde est de confondre systématiquement le sexe au sens classique de ce mot, le genre en tant que dimension sociale-historique, culturelle et symbolique de l'appartenance sexuée, les orientations ou préférences sexuelles, et enfin ce qu'on pourrait appeler l'élément « sexué » des psychologies individuelles, au sens où l'on peut parler du tempérament plus ou moins féminin de certains hommes, ou du tempérament plus ou moins masculin de certaines femmes. Or, ces différents aspects du problème ne changent strictement rien à la réalité de la distinction binaire entre les sexes. Les représentations symboliques de l'appartenance sexuée sont éminemment variables, mais renvoient toujours à la différence masculin-féminin. Les orientations sexuelles sont elles aussi multiples et variées, mais n'augmentent pas pour autant le nombre des sexes. C'est un abus de

langage, de ce point de vue, de parler de l'homosexualité comme d'un « troisième sexe ». L'orientation sexuelle, quelle qu'elle soit, ne remet pas en cause le corps sexué.

Une autre erreur de la théorie du genre est de s'imaginer que, du point de vue de l'identité sexuelle, les êtres humains seraient en quelque sorte « neutres » à la naissance, en sorte qu'il suffirait d'élever un garçon comme une fille pour en faire une fille, ou une fille comme un garçon pour en faire un garçon (d'où les campagnes actuelles contre les « jeux de garçons » et les « jeux de filles »). L'identité sexuelle est en réalité acquise dès avant la naissance, tout au début de la grossesse, et l'imprégnation hormonale qui l'accompagne se poursuit toute la vie durant. Les différences de comportement entre les garçons et les filles s'observent dès les premiers mois de la vie, avant tout « conditionnement » ou « attente sociale ». Elles se retrouvent ensuite dans tous les domaines de l'existence. Le cerveau lui-même est sexué, comme l'ont montré les nombreuses études empiriques qui ont établi que le fonctionnement cérébral varie chez les deux sexes. La différence de sexe est donc loin de se borner à la sphère génitale. Le fait d'être un homme ou une femme affecte en réalité presque tous les domaines de la vie.

L'affirmation d'une « neutralité » sexuelle initiale chez l'être humain est révélatrice d'une aspiration à la mêmeté, à l'indistinction généralisée, qui est très caractéristique de l'idéologie du genre. Quant à l'idée que l'individu « construit » librement son identité sexuelle à partir de rien, elle relève de ce que la psychanalyse appelle le fantasme d'auto-engendrement.

7) Comment expliquez-vous cette aspiration au Même si répandue dans les sociétés modernes ?

C'est une passion qui vient de loin. Dans l'histoire de l'humanité, il y a toujours eu des doctrines religieuses, philosophiques ou politiques qui ont manifesté une allergie constitutive à la différence ou à la diversité. Selon ces doctrines universalistes, ce qui distingue les individus, les cultures et les peuples, est négligeable, transitoire, voire nuisible. L'accent devrait être mis sur ce qu'ils ont en commun et qui ne permet pas de les distinguer. C'est l'idée que l'individu appartient immédiatement à l'humanité, et non de façon médiate, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'une culture particulière. La mise en œuvre de ces doctrines a régulièrement abouti à l'éradication des cultures populaires, des identités collectives, des modes de vie spécifiques et des valeurs partagées. C'est ce que j'ai appelé l'« idéologie du Même ». Une idéologie foncièrement polémologène (la négation des différences entraîne des réactions violentes) qui, à l'époque de la mondialisation, est plus présente et plus redoutable que jamais.

8) Vous écrivez que *« la modernité avait pour idéal l'autonomie et l'ouverture du domaine de la liberté humaine, mais elle a surtout abouti à faire apparaître des formes d'aliénation, de fausse conscience et d'asservissement inédites* ». Comment cela a-t-il été possible ?

La liberté ne se conçoit que par rapport à ce qui la limite : une liberté absolue, hors-sol, n'a tout simplement pas de sens. Tocqueville et bien d'autres auteurs ont expliqué cela. La modernité s'est construite sur l'idée qu'il fallait faire sauter toutes les contraintes liées aux anciens modes de vie. Mais ses théoriciens n'ont pas réalisé que l'évolution même de la société qu'ils voulaient mettre en place allait créer des contextes nouveaux, dans lesquels les libertés humaines seraient menacées d'une autre façon. De combien d'hommes et de femmes que nous voyons autour de nous pouvons-nous dire qu'ils sont véritablement « libres » ? Toute existence sociale-historique se heurte à des contraintes de structure qui limitent les libertés. La grande différence entre les aliénations modernes et les hiérarchies du passé, c'est que les premières sont des aliénations anonymes, dont on a le plus grand mal à repérer les

responsables et parfois même à discerner la nature. Cela ne les rend pas plus supportables, bien au contraire.

9) Que vous inspire la déclaration de Vincent Peillon, ministre de l'Education - que l'on hésite à qualifier encore de « nationale », quand il dit que *« le but de l'éducation est d'arracher l'élève à tout déterminisme, familial, ethnique, social, intellectuel… » ?*

Je la trouve très intéressante parce qu'en quelques mots (sur lesquels il n'est pas interdit de méditer), elle définit et du même coup révèle un projet d'ensemble. Vouloir « arracher l'élève à tout déterminisme », c'est vouloir couper l'enfant de tout ce qui est en amont de lui et sur quoi il pourrait s'appuyer pour se construire : son passé, ses ancêtres, sa culture, ses repères, etc. C'est vouloir créer de toutes pièces un individu abstrait, qui soit à la fois de partout et de nulle part, et qui de ce fait deviendrait éminemment malléable pour des conditionnements nouveaux. On a parfois défini les régimes totalitaires comme des régimes qui n'hésitent pas à enrégimenter la jeunesse dès le plus âge. « Dès le plus jeune âge » est aussi la formule qui revient le plus fréquemment dans les circulaires ou les déclarations officielles du type de celle que vous citez. Cela donne à penser. On comprend du même coup pourquoi se répand la théorie du genre, ou pourquoi l'histoire est systématiquement négligée à l'école. Tout ce qui a existé avant nous doit être rendu muet. Tout ce qui est de l'ordre de l'appartenance ou de l'héritage ne doit plus rien avoir à nous dire. Toujours l'auto-engendrement. Mais vers quel avenir ?